

Armée suisse, le syndrome du bancomat?

Autor(en): **Boillet, Pierre Alain**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **144 (1999)**

Heft 9

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348727>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

reste normale, bien qu'au mois de mai, conséquence de la guerre, le flux des réfugiés à la frontière dépasse 5000 personnes, surtout venues du Kosovo. L'arrestation au Kenya du chef du PKK, Abdullah Öcalan, provoque surtout à Genève et à Berne, comme dans le reste de

l'Europe, l'occupation de missions diplomatiques, de bâtiments de l'ONU. Dans le même temps, des troupes doivent appuyer les autorités cantonales dans les régions touchées par les inondations et par les avalanches de l'hiver précédent.

Quatre opérations, soit la garde d'une trentaine de bâtiments sensibles à Berne et à Genève («CHRONOS»), la gestion de quelques camps d'accueil pour demandeurs d'asile («ASYL»), l'envoi de 3

Suite page 6

Armée suisse, le syndrome du bancomat?

Des pilotes de *Super-Puma*, envoyés dans la précipitation pour l'aide humanitaire en Albanie, dorment à Bari-Italie, la première nuit dans la boue, la deuxième nuit sur une palette en bois, avec pour tout soutien logistique leur carte de crédit et leur téléphone portable personnel. Des soldats de milice, souvent convoqués en urgence en dehors des dates planifiées et connues des cours de répétition, jouent jour et nuit les caméras de surveillance gratuites derrière des rouleaux de barbelés à Genève, Berne et Zurich. D'autres jouent les surveillants gratuits de centres d'attente pour requérants d'asile, d'autres les préparateurs de pistes gratuits pour la coupe du monde de ski, d'autres les cibares gratuits pour la Fête fédérale de tir, d'autres les manœuvres et conducteurs de machines de chantiers gratuits pour dégager des terrains avalanchés ou construire des passerelles de bois en cas de montée des eaux à la fonte des neiges. (...)

Quelle est cette situation curieuse de nos soldats de milice, main-d'œuvre gratuite soustraite à l'économie privée et publique? Quels sont les effets pervers de telles pratiques sur l'économie, lorsqu'elles cessent d'être exceptionnelles pour s'installer dans la continuité? Quelles sont les idées qui se développent dans l'esprit d'un soldat-caméra-de-surveillance-gratuite, par ailleurs patron de PME, lorsqu'il accomplit son tour de garde derrière les barbelés de la rue de Lausanne - déserte - un dimanche matin entre 4 et 6 heures? Il est fusilier de montagne, entraîné au tir de combat en formation, mais sa mission lui enjoint, s'il aperçoit quelque chose de suspect, d'appeler la police et de quitter sa position par le chemin de fuite... En effet, il n'est ni formé, ni entraîné, ni équipé pour une intervention de type police.

L'armée de milice n'est pas un sous-prolétariat politiquement muet et gratuit que l'on pourrait engager indéfiniment et sans compte! L'*homo politicus helveticus* qui «tire» sans compter de la main-d'œuvre de milice gratuite, comme certains apprentis «tirent» sans compter de l'argent au bancomat dès leur premier salaire, devrait se rappeler que le soldat de milice est citoyen-votant et acteur de l'économie nationale. (...)

Si nous disons oui sans réserve à l'engagement de l'armée, même de milice, lorsqu'il faut porter secours en urgence à des personnes en cas de catastrophe, nous disons fort et clair: halte-là, lorsque par facilité, habitude ou lâcheté, on engage des citoyens-acteurs de l'économie nationale en tant que sous-prolétariat gratuit en uniforme pour des tâches qui ne relèvent pas de la défense militaire de la nation. (...)

lt-col Pierre Alain Boillet

Bulletin Société militaire genevoise, mai 1999.